

CHILI

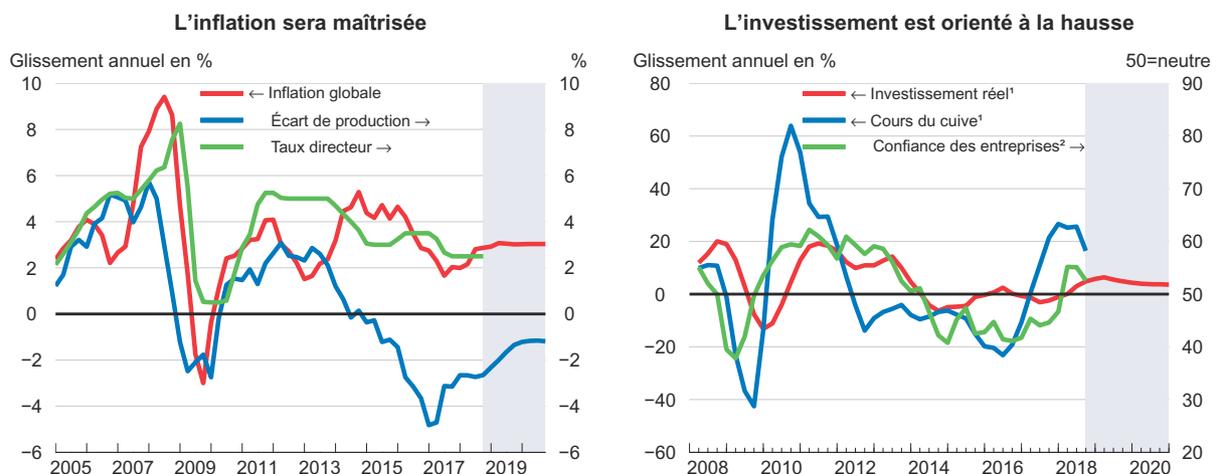
Selon les prévisions, la croissance devrait rester forte au cours des deux prochaines années. Face à un environnement extérieur incertain, la fermeté de la demande intérieure soutiendra la croissance qui bénéficiera en outre d'une inflation stable, de projets d'infrastructures publiques et des effets d'une réforme fiscale. Les inégalités, quoiqu'en recul, demeurent marquées avec une économie informelle et un chômage qui restent élevés et des transferts sociaux faibles.

La banque centrale a entamé un resserrement progressif de sa politique monétaire et devrait le poursuivre car la hausse des salaires et la diminution des capacités inemployées sur le marché du travail commencent à mettre les prix sous tensions. Le plan d'assainissement budgétaire graduel est de bon aloi et permettra de stabiliser le ratio dette publique/PIB à court terme. Cependant, il faudra peut-être accroître les recettes pour financer les dépenses sociales et les investissements publics nécessaires. L'amélioration des compétences, l'intégration des récents flux d'immigrés, la simplification des procédures de délivrance de permis et de la réglementation ainsi que le renforcement de la concurrence dans les services de réseaux sont des facteurs essentiels pour que croissance soit plus forte et plus inclusive.

La croissance économique atteint un point culminant, mais la création d'emplois reste morne

La vigueur de la demande intérieure a tiré la croissance au premier semestre de 2018, la consommation des ménages s'accroissant sur fond de tensions inflationnistes modérées et de regain de confiance. L'investissement a également progressé, à la faveur du dynamisme des dépenses dans les secteurs non miniers. Le marché du travail reste mal orienté, le taux de chômage étant stable du fait que l'afflux d'immigrés sur le marché du travail suit un rythme supérieur à la croissance de l'emploi. Cet excédent de capacités a

Chili



1. Moyenne mobile sur quatre trimestres.

2. Résultats supérieurs (inférieurs) à 50 = optimisme (pessimisme).

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104 ; et Banque centrale du Chili.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933876442>

Chili : **Emploi, revenu et inflation**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Prix courants milliards de CLP	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2013)				
PIB aux prix du marché	159 605.9	1.2	1.6	4.1	3.7	3.4
Consommation privée	101 269.2	2.1	2.5	4.3	3.8	3.4
Consommation publique	20 732.2	6.3	4.1	2.5	2.7	2.7
Formation brute de capital fixe	37 934.3	-0.7	-1.1	5.8	4.3	3.6
Demande intérieure finale	159 935.7	2.0	1.9	4.4	3.8	3.4
Variation des stocks ¹	20.6	-0.7	1.2	0.8	-0.4	0.0
Demande intérieure totale	159 956.3	1.5	3.3	5.2	3.3	3.3
Exportations de biens et services	46 870.9	-0.2	-1.0	4.9	4.5	4.0
Importations de biens et services	47 221.3	0.2	4.7	9.6	4.9	3.6
Exportations nettes ¹	- 350.3	-0.1	-1.6	-1.2	-0.1	0.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	4.8	4.5	2.6	3.1	3.0
Indice des prix à la consommation	—	3.8	2.2	2.5	3.0	3.0
Déflateur de la consommation privée	—	3.4	2.1	2.1	2.9	3.0
Taux de chômage (% de la population active)	—	6.5	6.7	6.8	6.4	6.1
Solde de l'administration centrale (% du PIB)	—	-2.7	-2.8	-1.8	-1.7	-1.8
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-1.4	-1.5	-2.4	-2.3	-2.3

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933877525>

bridé les salaires. L'inflation globale a augmenté, se rapprochant de l'objectif de 3 % fixé par la banque centrale, sous l'effet de la hausse des cours du pétrole et de la dépréciation du peso par rapport au dollar américain.

Il faut prendre des mesures pour stimuler la productivité

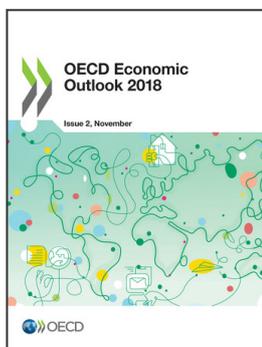
La banque centrale a commencé à relever son taux directeur et devrait continuer de le faire progressivement à mesure que le marché du travail se tendra et que les salaires amorceront une hausse. La politique budgétaire est globalement appropriée, l'assainissement graduel étant conforme à la règle budgétaire. Le gouvernement s'est fixé pour objectif de contenir les dépenses afin de réduire le déficit structurel du secteur public d'environ 0.2 point de PIB par an. Il existe une marge pour augmenter les recettes et modifier la structure fiscale et faire que la fiscalité soit plus porteuse d'équité et de croissance, par exemple en renforçant la fiscalité environnementale ou immobilière, ou en élargissant l'assiette de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Les fruits de la croissance seraient ainsi mieux partagés.

Le programme de réformes structurelles est ambitieux. La loi obligeant les banques à se conformer aux normes de Bâle III, approuvée en octobre 2018, améliorera la stabilité et la résilience du système financier. Une réforme fiscale en cours d'examen au Congrès, qui a pour but de simplifier le code des impôts et prévoit des dispositions autorisant l'amortissement accéléré et des remboursements de TVA plus rapides, devrait stimuler l'investissement. La nouvelle instance chargée des questions de productivité va s'efforcer d'alléger les procédures et de faciliter la création de petites entreprises. La simplification

des réglementations et des procédures d'octroi de permis, ainsi que l'augmentation des investissements en recherche-développement, seront déterminantes pour doper la croissance à moyen terme. Le projet de réforme visant à améliorer les pensions de retraite, qui a été récemment soumis au Congrès, prévoit un relèvement des cotisations, faibles actuellement, et un renforcement du pilier solidarité ainsi qu'une plus grande ouverture à la concurrence du système, mais aussi une aide publique destinée à encourager un report des départs à la retraite. L'alignement de l'âge de la retraite des femmes et des hommes, et son indexation sur l'espérance de vie, permettraient d'améliorer la viabilité du système des pensions de vieillesse.

La croissance restera vigoureuse, mais des risques extérieurs se profilent

Selon les prévisions, la croissance devrait ralentir quelque peu, mais rester cependant vigoureuse. La solidité des fondamentaux macroéconomiques et la confiance des milieux d'affaires confortent les perspectives de croissance. La vive progression de l'investissement, favorisée par des projets d'investissement publics, la bonne tenue des cours du cuivre et des incitations à investir, entraînera une hausse de l'emploi et des salaires. La stabilité de l'environnement inflationniste et le dynamisme accru de la création d'emplois stimuleront la consommation privée. Toutefois, la dégradation de l'environnement extérieur – surtout due à la montée du protectionnisme dans le monde, à des facteurs d'instabilité régionale et à la normalisation plus rapide que prévu de la politique monétaire des États-Unis – reste un risque important de divergence à la baisse par rapport aux prévisions. En revanche, la mise en œuvre intégrale de l'ambitieux programme de réformes structurelles pourrait faire grimper l'investissement davantage que prévu.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2018 Issue 2

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2018-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2018), « Chili », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2018 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2018-2-10-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.